

COMMUNIQUÉ



SUPPRESSION DES APL ?

CONTRE LA PRÉCARISATION

ORGANISÉE DES ÉTUDIANT-E-S

**RDV DANS LA RUE
LE 15 SEPTEMBRE !!**

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes



Alors que les étudiant·es subissent déjà de plein fouet la précarité, le gouvernement prépare **une nouvelle offensive contre leurs droits sociaux**. Un rapport conjoint de l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), commandé par Matignon et rendu public cette semaine, qui vient d'être censuré par le gouvernement qui refuse de l'assumer, **propose notamment de revoir profondément le calcul des APL versées aux étudiant·es rattaché·es fiscalement à leurs parents**.

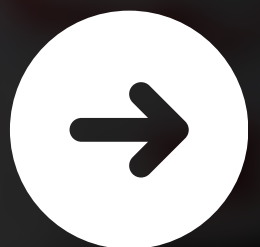
La mesure proposée est claire : intégrer les revenus des parents dans le calcul des APL étudiantes. D'après les simulations reprises dans le rapport, **310 000 foyers sur environ 700 000 bénéficiaires seraient concernés par une baisse de leur aide et 200 000 en perdraient totalement le bénéfice**. À la clé pour l'État : 550 millions d'euros d'économies par an, soit environ un tiers des montants d'APL versés aux étudiant·es.



Pour beaucoup, les APL constituent précisément l'une des rares aides sociales calculées à partir de leur situation propre et non uniquement de celle de leur famille.

En intégrant les revenus parentaux dans le calcul de l'aide, le gouvernement ferait donc le choix de considérer que les parents doivent financer les études et le logement de leurs enfants, y compris lorsque ceux-ci ne disposent pas concrètement de cette aide familiale. **Nous refusons cette conception de l'autonomie étudiante.**

L'APL doit être calculée en fonction de la situation de l'étudiant·e qui occupe son logement, pas en fonction du patrimoine ou des revenus de personnes qui ne vivent pas avec lui ou elle.



550 MILLIONS D'EUROS PRIS DANS LES POCHES DES ÉTUDIANT·ES

Le montant annoncé est révélateur des priorités gouvernementales. Pour économiser 550 millions d'euros, le rapport propose de réduire les aides au logement de centaines de milliers d'étudiant·es. Dans le même temps, l'ensemble des mesures étudiées par l'IGF et l'IGAS pourrait générer 4,2 milliards d'euros d'économies à terme, dont 2,5 milliards à court terme. Encore une fois, ce sont les droits sociaux qui sont présentés comme une dépense à réduire alors que des milliards sont dépensés pour l'armée et la militarisation de la jeunesse.

En 2024, 18,6 % des 18-29 ans vivaient sous le seuil de pauvreté en France selon l'Insee et 1 étudiant sur 2 saute un repas par jour. Il manque des centaines de milliers de logements CROUS pour les étudiant·e·s mais la priorité gouvernementale est de réduire encore davantage les aides aux plus précaires.

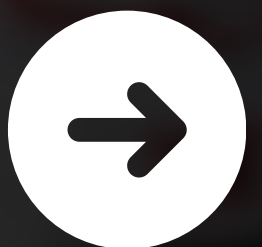


UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA CASSE DES DROITS ÉTUDIANTS

Cette annonce intervient alors que le gouvernement vient déjà de restreindre l'accès aux aides au logement pour les étudiant·es extra-communautaires non boursier·ères parce que cette politique est non seulement anti-sociale mais également raciste. Le gouvernement commence donc par exclure une partie des étudiant·es étranger·ères, puis envisage désormais de réduire les APL de centaines de milliers d'étudiant·es supplémentaires.

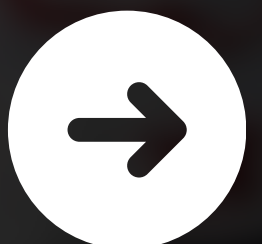
Solidaires Étudiant-e-s refuse que le budget 2027 soit construit sur le dos des étudiant·es.

Même si les propositions de l'IGF et de l'IGAS ne constituent pas encore des décisions gouvernementales, elles donnent une indication très claire des choix envisagés pour les prochains mois. Le gouvernement devra donc nous trouver sur son chemin s'il décide de transformer cette recommandation en réforme. Cette logique doit cesser.



NOUS EXIGEONS :

- L'abandon définitif de toute réforme visant à intégrer les revenus parentaux dans le calcul des APL étudiantes
- La revalorisation des APL pour l'ensemble des étudiant·es, quelle que soit leur nationalité
- Le rétablissement des droits aux APL pour les étudiant·es extra-communautaires non boursier·ères
- Une véritable politique d'autonomie financière des étudiant·es à travers l'établissement d'un salaire étudiant
- La construction massive de logements publics et de logements CROUS, à des loyers réellement accessibles.



Depuis 2017, les gouvernements successifs ont multiplié les mesures qui dégradent les conditions de vie et d'études : baisse des APL, absence de revalorisation des bourses, multiplication des frais d'inscriptions par 16 pour les étudiant·es étranger·ères non-européen·nes ...cela doit cesser !

Nous appelons tous·tes les étudiant·es à venir se mobiliser contre cette casse de nos droits à étudier dans des conditions dignes le 15 septembre dans la rue partout en France !

**Pour lutter pour tes droits,
syndique toi !**

Rejoins Solidaires Étudiant-e-s !

S'ORGANISER ★ LUTTER ★ VAINCRE